

Laurent Chazée, éd., *Communautés rurales du Laos: La Génération de l'oubli. Peuples ruraux de la famille linguistique miao-yao*, 2022, Paris, L'Harmattan, 360 p.

Par Pascale Hancart Petitet *

Le Laos est un pays montagneux de l'Asie du Sud-Est, longtemps enclavé, et refuge de nombreuses minorités ethniques. La mosaïque ethnique et culturelle représente en effet l'une des richesses de ce petit pays de 7,5 millions d'habitants en 2022. Cet ouvrage est le premier d'une série de plusieurs ouvrages consacrés aux minorités ethniques au Laos. Celui-ci s'intéresse aux cinq ethnies de la famille linguistique miao yao. Ces cinq groupes ethniques représentent environ 9 à 10 % de la population laotienne et se sont installés au Laos au XVIII^e siècle, principalement en provenance de Chine et du Vietnam. L'ouvrage est organisé en cinq chapitres qui décrivent les territoires, modes de subsistance et pratiques culturelles et sociales des ethnies Hmong blanc, Hmong vert, Hmong noir, Yao lu Mien et Lantene.

Avec les contributions de Somchanh Syphanravong, Claire Escoffier-Fauveau, Étienne Gehin et Véronique de Lavenère l'ouvrage a été coordonné par Laurent Chazée, ingénieur agricole, et docteur des études de l'Extrême-Orient. L'ouvrage repose sur des informations collectées lors de missions de terrain menées entre 1998 et 2003, puis ponctuellement jusqu'à 2020 pour le compte d'agences de développement et qui ont permis la collecte de données quantitatives et qualitatives auprès de 44 villages et environ 250 ménages de la famille linguistique miao yao.

Ces notes sont riches et détaillées et couvrent un large éventail de sujets, allant de l'organisation sociale et économique aux questions liées aux systèmes claniques et lignagers, en passant par la structure familiale, les religions et croyances, les génies, les questions de genre, le mariage, l'éduca-

tion, la culture, la musique, les règles vestimentaires, la construction des maisons, la gestion des ressources naturelles, ainsi que les principaux moyens de subsistance et les systèmes de production. Au demeurant, il est regrettable que les méthodes employées pour la collecte de ces données ne soient explicitées dans l'ouvrage.

L'auteur met en lumière les effets des réformes foncières, de la mondialisation et des politiques économiques sur la vie de ces communautés rurales. En effet, le développement rapide fondé sur l'économie de marché abandonne sur son chemin la richesse et la diversité des sociétés rurales. C'est à partir de ce constat de perte rapide des savoirs et pratiques traditionnelles qu'entre 1991 et 2003 l'auteur a consacré une grande partie du temps à recenser ses connaissances des peuples autochtones. Ainsi il constate qu'à partir du début des années 2000, la conséquence de l'éducation formelle, la standardisation et l'adoption rapide du téléphone mobile et des réseaux sociaux ont largement supplanter les savoirs transmis jusque-là de génération en génération. Pour la période 1988-1991, l'auteur estime que plus de 60 % des décisions prises par les communautés l'étaient de manière locale et clanique. Cela inclut la consultation des génies au sein de l'espace Maison, les règles de cohabitation villageoise, la gestion des règles en matière de résidence, de mariage, et d'héritage, ainsi que la transmission de la mémoire orale. Les conflits étaient résolus selon des règles communes. Après l'ouverture des frontières avec la Chine et la Thaïlande, l'introduction du secteur privé et la libéralisation des prix, l'auteur note que ce pouvoir décisionnel local a été graduellement dégradé. Après 1991, les décisions politiques prises au niveau national et régional, concernant par exemple les pratiques de déforestation, l'éradication de l'opium ou les domaines fonciers, échappaient aux villageois qui se sont retrouvés contraints d'adopter un nouveau modèle de développement.

L'objectif de cette publication est de synthétiser, valoriser et transmettre les connaissances sur ces peuples entre 1988 et 2003 afin, selon l'auteur, de laisser aux futures générations de ces communautés rurales un témoignage sur leur territoire et leurs pratiques. Étant rédigé en langue française il n'est pas sûre que ce premier objectif de partage puisse être atteint. Néanmoins, pour des agents de développement, financeurs, ainsi que des chercheurs et universitaires, cet ouvrage offre une synthèse d'informations détaillées sur l'histoire, les questions migratoires, les modes de vie et les décisions politiques qui ont affectés les habitants des villages. Il se révèle utile pour celles et ceux qui s'intéressent aux dimensions pratiques de la recherche appliquée et aux liens entre la recherche et le développement. Le fil conducteur suivi par l'auteur est essentiel à retenir. En effet, dans le premier chapitre, il s'interroge au sujet des méthodes à adopter afin d'améliorer la collaboration entre les populations hmong et les agents de développement, en incluant une prise en compte des dynamiques historiques, culturelles, et sociales dans le processus de développement.

L'ouvrage est organisé par groupe, province et par village, où l'auteur décrit de manière à la fois quantitative et qualitative comment les villageois structurent leur mode de subsistance. Pour ceux qui continuent de travailler dans les zones rurales reculées du Laos, il est intéressant de noter à quel point lors de la période d'étude, ces villages sont dynamiques et peuplés, avec des activités diverses telles que l'élevage de porcs, bovins, poules, ainsi que la culture de différentes variétés de riz, de sésame, de maïs, et autrefois, du pavot. Avant les répressions qui ont débuté dans les années 1990, le pavot représentait une source de revenus majeure pour les familles. Ces dernières possédaient également des vergers de tamarins, cocotiers, manguiers, jaquier, goyaviers, ainsi que des animaux tels que des buffles, bovins, porcs, chèvres,

poules et dindes. À partir des années 1994, une nouvelle forme d'agriculture est apparue, avec des plantations décidées au niveau provincial pour alimenter le marché chinois. L'auteur relate en détails certains objectifs de projets de développement menés par les Nations unies, auxquels il a contribué: adduction d'eau, construction de latrines et de dispensaires, formation de volontaires villageois et de sage-femmes, séances de désintoxication à l'opium, fournitire de matériel pédagogique aux écoles, et distribution de semences de haricots, fenouil, chou chinois, coriandre et carottes. Il mentionne également des initiatives de microcrédit, notamment auprès des femmes. Cependant, il est souligné que ces projets n'ont pas toujours produit les effets escomptés par les bailleurs, car les villageois ne suivent pas systématiquement ce qui leur est proposé. L'auteur note avec justesse que, dans les projets menés avant les années 2000, il y avait une intégration de diverses problématiques économiques et sociales au sein d'un même projet, une approche qui semble aujourd'hui rare dans le domaine du développement. Les actions sont souvent menées de manière verticale, ce qui rend l'impact de ces projets, ainsi que leur courte durée de mise en œuvre, très problématiques en termes de pérennité.

Ainsi, dans le chapitre consacré à l'ethnie Hmong noir, il est noté que l'un des moyens de subsistance majeurs à l'époque de l'étude était la culture de l'opium. Cette culture, d'abord introduite en Chine, a joué un rôle économique crucial au Laos, dans une économie relativement autarcique et de subsistance. S'appuyant sur des documents précis, l'auteur rappelle que la dimension commerciale de l'opium n'a pas été organisée par les minorités montagnardes, mais par les Chinois, les Britanniques et les Français, que ce soit de manière légale jusqu'aux années 1940, ou illégale par la suite. La culture de l'opium a permis en partie de financer les deux guerres d'Indochine, et les réseaux de trafic n'ont cessé de croître jusqu'en 1975.

Associée à la polyculture, l'élevage, la cueillette, la chasse et la pêche, la culture du pavot était avantageuse car elle s'adaptait aux conditions climatiques de la région entre octobre et mars, offrait un bon rendement sans nécessiter de gros investissements, et permettait une bonne conservation et vente. Le prix de l'opium permettait aux ménages de constituer des épargnes importantes, souvent converties en barres d'argent ou en piastres de l'époque coloniale.

Grâce à l'opium, de nombreuses familles hmong ont pu améliorer leur situation économique, construire des maisons de qualité, acheter des équipements et vêtements nécessaires aux cérémonies, mariages et autres traditions. À partir des années 1990, avec l'ouverture de l'économie de marché, certains villageois ont utilisé les profits de l'opium pour acheter des vélos, motos, camions et motoculteurs, ou encore pour investir dans des magasins, des hôtels ou des voitures de luxe. Fumer de l'opium revêtait également un rôle social important dans la cohésion de la communauté. Bien que l'addiction ait touché certaines personnes, l'auteur relativise ce phénomène, indiquant qu'en 2002, l'addiction chronique concernait entre 0 et 15 % de la population adulte. Si des suicides par overdose ont été mentionnés dans des rapports, l'auteur note que ces suicides n'étaient pas directement en lien avec l'addiction à l'opium. Ces morts volontaires étaient le plus souvent celles de jeunes filles mariées de force ou de femmes maltraitées par leur conjoint. Il est certain que la culture de l'opium est illégale, mais jusqu'en 1999, il n'existe pas d'alternative agricole aussi avantageuse dans ces montagnes reculées, en termes de productivité, d'économie de travail, de saisonnalité, de facilité de stockage et de transport (en raison de sa densité de valeur). De plus, cette culture pouvait être pratiquée sans nécessiter le déplacement des villages entiers. En somme, si l'illégalité et l'opiomanie ne sont pas prises en compte, il s'agissait d'une culture idéale, qui a constitué jusqu'en

1999 la principale source de revenus pour les Hmong noir. À partir de 1992, avec le renforcement du contrôle de la production et de la commercialisation de l'opium par les Nations unies et les États-Unis, à l'aide de recensements et d'images satellites, les risques pour les producteurs ont augmenté.

Abordons un autre thème : le chapitre consacré aux Hmong vert rapporte de nombreuses informations au sujet des questions de mariage et de santé sexuelle et reproductive. Dans certaines zones rurales, comme cela est encore observé actuellement, les femmes se marient parfois avant l'âge de 18 ans et ont souvent des grossesses précoces qui, associées à des taux de mortalité et de morbidité plus élevé, restent encore aujourd'hui un problème de santé publique. Selon l'auteur, ces femmes accouchent généralement chez elles, assistées par leur mari ou par une femme expérimentée ou une chamane-guérissseuse. Cette dernière récite des incantations en dernier recours et, dans certains cas, recommande un transfert à l'hôpital. On apprend également que, lors de la naissance, le chamane donne un prénom au nouveau-né. Si l'enfant pleure en entendant ce prénom, c'est interprété comme un signe qu'il ne l'apprécie pas, et le chamane propose alors un autre nom jusqu'à ce que l'enfant cesse de pleurer. Après l'accouchement, le placenta est enveloppé dans un morceau de tissu et enterré : à l'intérieur de la maison si c'est un garçon, à l'extérieur si c'est une fille. En 1993, les nouvelles mères devaient observer une période de confinement d'un mois, durant laquelle elles bénéficiaient de repos et de soins attentifs, notamment avec une alimentation composée de poulet farci aux herbes aromatiques et de riz blanc. Ces informations sont tout à fait intéressantes à noter. Nos récentes observations montrent qu'à la suite de l'arrêt par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de la formation des accoucheuses traditionnelles, et pour ne pas heurter les esprits de la maison, dans de nombreux villages reculés, des femmes de minorités ethniques hmong ou katang par

exemple, accouchent seules dans la forêt avec les risques sanitaires que cela sous-entend. Par ailleurs, les périodes de repos ne sont plus respectées de la même manière. Aujourd’hui, les femmes retournent souvent au travail seulement deux à trois jours après l’accouchement, ce qui marque un changement notable dans les pratiques post-partum.

Ainsi, ces écrits sont stimulants pour la recherche contemporaine au Laos. L’ouvrage dense de Laurent Chazée remplit son objectif de partager certaines des connaissances accumulées sur les minorités ethniques Hmong blanc, Hmong vert, Hmong noir, Yao lu Mien et Lantene entre 1998 et 2003. Certes, des explications d’ordre méthodologique sont quasiment absentes et les discours rapportés n’intègrent pas toujours la diversité des pratiques culturelles et sociales au sein de chaque groupe, ni la complexité inhérente à la notion d’identité. Il n’intègre pas non plus le fait que l’appartenance ethnique doit parfois être relativisée en comparaison à d’autres déterminants contextuels et sociaux influençant les parcours de vie (Schlemmer 2015). Néanmoins, cet ouvrage demeure une ressource utile pour les chercheurs, acteurs du développement et décideurs. Il plaide en faveur d’une meilleure compréhension des réalités historiques et culturelles qui construisent et influencent les situations observées à l’époque contemporaine. Il met en avant l’importance de la prise en compte des spécificités locales, des dynamiques sociales et de la richesse des savoirs vernaculaires en tant que conditions essentielles pour promouvoir un développement durable et adapté aux besoins spécifiques des populations.

Référence

SCHLEMMER, Grégoire, 2015, « Questionner la question ethnique : lecture historique et politique des appartenances culturelles au Laos », *Moussons*, 25: 5-37, DOI: 10.4000/moussons.3195.

* TransVIHMI (IRD, INSERM, université de Montpellier).

Astrid Norén-Nilsson, Amalinda Savirani & Anders Uhlin, éd., *Civil Society Elites: Field Studies from Cambodia and Indonesia*, Singapour, NIAS Press, coll. « NIAS Topics in Asian Studies », 2023, annexe, illustrations, index, 284 p.

Par Catherine Scheer *

Partant du constat que l’opposition récurrente entre acteurs de la société civile, d’une part, et élites politiques et économiques, de l’autre, ne tient pas dans les faits, ni au Cambodge ni en Indonésie, un groupe de chercheurs en sciences politiques s’est lancé dans un projet de recherche dont cet ouvrage édité expose les principales observations et conclusions. *Civil Society Elites: Field Studies from Cambodia and Indonesia* se distingue par la cohérence, aussi bien conceptuelle et théorique que méthodologique, qui traverse l’ensemble des contributions, écrites à au moins quatre mains par des chercheurs et chercheuses basées en Suède, à l’université de Lund, en Indonésie, à l’université de Gadjah Mada et au Cambodge. Les éditeurs scientifiques – Astrid Norén-Nilsson, Amalinda Savirani et Anders Uhlin – mettent en avant leur volonté d’enrichir à la fois les études de la société civile et celles des élites, en s’intéressant aux élites de la société civile, jusqu’alors largement ignorées. Pour ce faire, ils mobilisent des concepts bourdieuviens, notant que les élites sont constituées d’acteurs détenant des positions dominantes à l’intérieur d’un « champ » spécifique – ici celui de la société civile – qui est structuré par la manière dont le « capital » social, économique, culturel, ou encore symbolique est valorisé et distribué parmi ses acteurs.

Le terme de société civile comprend ici des organismes plus ou moins institutionnalisés, allant de mouvements sociaux, en passant par des organisations non gouvernementales (ONGs), à des organisations commerciales. Les éditeurs scientifiques insistent dans leur introduction sur le fait